

Les Ferracci, une tribu "en marche"

Pierre de Gasquet, *Les Echos*, 7 juillet 2017



Dans la famille Ferracci, ils sont tous macronistes à des degrés divers. Brillant économiste, Marc est l'ami intime du chef de l'État. Sa femme a été la cheffe de cabinet du fondateur d'En Marche ! durant la campagne. Son père est un expert des relations sociales. Conseiller spécial de la ministre du Travail, Marc Ferracci devra veiller à la mise en œuvre de la réforme la plus « explosive » d'Emmanuel Macron.

C'est une histoire d'amitié et de fidélité. Ils sont nés à trois jours près : l'un à Amiens, l'autre aux Lilas, en Île-de-France. Ils se sont connus, en 1999, sur les bancs de Sciences Po où ils ont bachoté l'ENA ensemble. Emmanuel Macron a intégré la promotion Senghor - celle de Gaspard Gantzer (ex-conseiller en com' de François Hollande) et Sébastien Proto (banque Rothschild) -, tandis que Marc Ferracci a opté pour une carrière universitaire et l'agrégation d'économie. Fraîchement diplômé, l'énarque a été le témoin de mariage de l'économiste avec Sophie en 2004, et Marc le témoin de mariage d'Emmanuel avec Brigitte, en 2007, au côté du mentor historique du chef de l'État, Henry Hermand. Des liens très étroits, donc, entre le petit-fils de « Manette », directrice de collège de la Somme, et celui d'Albert, instituteur corse de Bonifacio, devenu un grand résistant et militant communiste.

« Confier la réforme du travail à un Corse, c'est un comble ! » plaisante un membre de la diaspora. Blague à part, c'est toute une famille de l'île de Beauté qui oeuvre, par le plus grand des hasards, depuis plusieurs mois pour le succès du fondateur d'En Marche ! Le berceau de la famille Ferracci se situe à Suartone, paisible hameau à mi-chemin entre Bonifacio et Porto-Vecchio. Économiste dit « social-libéral », élève de Pierre Cahuc, Marc Ferracci, 39 ans, n'est pas seulement le petit-fils d'une grande figure de la résistance locale, membre du parti communiste, et fils d'un expert patenté en dialogue social, Pierre Ferracci, fondateur du groupe Alpha et communiste repent. Étiqueté « meilleur ami » d'Emmanuel Macron depuis leurs années d'étudiants, Marc Ferracci est une des têtes pensantes de son programme économique et l'un des principaux « inspireurs » des réformes du travail en préparation, avec les économistes Philippe Aghion et Pierre Cahuc. Il est aussi le mari de Sophie Gagnant-Ferracci, brillante avocate d'affaires, - passée par Dassault Systèmes, comme Muriel Pénicaud, la ministre du Travail. Cheffe de cabinet d'Emmanuel Macron pendant la campagne, elle vient de rejoindre l'équipe de la ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn. « L'Élysée ne la tentait pas », confie son mari. Une famille en marche, donc, même si l'influent patron du groupe Alpha, Pierre Ferracci - souvent surnommé le « Soubie de gauche », du nom de l'ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy, Raymond Soubie - se tient à distance, par « vocation » ou par instinct.

« Gardien du temple » de la réforme de l'emploi, comme le voit volontiers son père ? « Je ne suis gardien de rien du tout », répond modestement le fils dans son grand bureau de la rue de Grenelle, où trônent les portraits des présidents français depuis Giscard. Il se verrait plutôt en gardien de but. « Je ne suis pas l'oeil de Macron rue de Grenelle. J'ai été une des chevilles ouvrières du programme d'En Marche ! sur les aspects travail et emploi. Mon rôle est d'essayer de conserver à l'édifice global une certaine cohérence et d'anticiper les conséquences économiques de la réforme. » Son souci majeur : que toutes les mesures fassent l'objet d'évaluations « ex ante » et « ex post », sur la base des travaux des chercheurs. Pas question que la réforme qui vise à ramener à 7% le taux de chômage français en 2022 reste lettre morte.

Social : Le quatuor des conseillers

Aux côtés de Marc Ferracci, au moins quatre autres experts du social vont jouer un rôle-clé dans la concertation sociale.

Conseiller social du président, Pierre-André Imbert, 47 ans, est un peu le garant de la cohérence des réformes, ayant déjà participé à celles de François Rebsamen et de Myriam El Khomri, dont il fut directeur de cabinet en 2014 et 2015. Respecté par les syndicats, il a commencé sa carrière dans le cabinet de conseil Altedia de Raymond Soubie, ex-conseiller social de Nicolas Sarkozy à L'Élysée.

Directeur de cabinet de Muriel Pénicaud, Antoine Foucher, 37 ans, a été conseiller de Xavier Bertrand, ex-ministre du Travail de Nicolas Sarkozy.

Franck Morel, 44 ans, conseiller social de Matignon - aux côtés de Thomas Fatome, 41 ans, ancien directeur de cabinet de Laurent Wauquiez à l'Emploi -, a aussi été le conseiller de plusieurs ministres sous le quinquennat Sarkozy.

S'inspirer des modèles étrangers



Pierre Ferracci, fondateur du groupe Secafi-Alpha et patron du Paris Football Club
©PATRICK KOVARIK /FAP

Marc Ferracci, diplômé d'HEC, spécialiste du système d'assurance-chômage et titulaire de la chaire de sécurisation des parcours professionnels au Crest (Centre de recherche en économie et statistique), cherche des schémas cousus main pour le marché du travail français. Il ne s'agit pas de transposer littéralement un modèle étranger. « *On ne peut pas appliquer la flexisécurité à la danoise à l'identique.* » Pour lui, le projet Macron s'inspire d'une partie de la souplesse que l'on va retrouver dans les pays anglo-saxons (Royaume-Uni, États-Unis), « *sans aller aussi loin* », mais aussi des protections que l'on retrouve dans les pays scandinaves en termes de politique active (rendre plus universelle l'assurance-chômage). Il emprunte aussi au modèle allemand, car « *on a un degré d'ambition du dialogue social en Allemagne qui est ce à quoi les salariés français aspirent* ». Selon l'économiste favori d'Emmanuel Macron, il y a deux axes dans cette réforme du dialogue social : élargir le champ de la négociation, certes, mais aussi renforcer les organisations syndicales. La CFDT s'interroge sur l'influence réelle de ce conseiller spécial dont la « marotte » serait le système de bonus-malus sur les cotisations patronales à l'assurance-chômage (NDLR : on module les cotisations patronales en fonction des comportements de séparation). « *Ce système existe aux États-Unis depuis les années 30 : je n'ai aucun copyright sur le sujet* », se récrie Marc Ferracci. Pour lui, c'est la contrepartie du surcroît de souplesse et de liberté que l'on donnera aux entreprises dans les conditions de licenciement. Une forme d'équilibre.

Même optimisme, teinté de prudence, chez Ferracci père. Lacoste noir, allure athlétique, cet ancien expert-comptable porte beau. Sûr de lui, affable, habile et déterminé tel un joueur de foot qui connaît la pelouse comme sa poche, le fondateur du groupe Secafi-Alpha, spécialisé dans le conseil aux comités d'entreprise et en ingénierie sociale (voir encadré ci-dessous), Pierre Ferracci, 65 ans, parle vite et va droit au but. « *Je ne suis pas adhérent d'En Marche !* » précise-t-il, sans cacher sa sympathie pour le chef de l'État. « *J'ai quitté le PC il y a plus de trente ans, à l'époque de Marchais, et je travaille avec tous les syndicats.* » En vieux briscard du dialogue social, il est clair et très pédago. « *On ne peut pas continuer à hésiter entre les modèles anglo-saxon et scandinave : il faut trancher* », estime-t-il. Passionné du ballon rond, comme ses deux fils, l'homme a repris le Paris Football Club en 2006 et reçoit régulièrement syndicalistes et politiques dans sa tribune du stade de France. Il a longtemps joué comme « stoppeur » dans l'équipe de sa propre entreprise. Pour lui, Emmanuel Macron, qui lui avait confié ses ambitions présidentielles lors d'un déjeuner à Bercy auquel étaient conviés son fils et sa belle-fille, dès juillet 2015, est « *attendu au tournant* ». « *Il n'a pas encore remporté la bataille de la communication, fondamentale, sur le terrain de la sécurité de l'emploi. Il faut réconcilier les salariés français avec la mobilité, la vraie, celle qui est synonyme d'ascension sociale* », martèle ce fils de résistant qui ne cache pas sa sympathie pour le « modèle scandinave ».

Ancien membre de la Commission Attali pour la libération de la croissance créée par Nicolas Sarkozy en 2007 - qui a largement inspiré le projet présidentiel d'Emmanuel Macron -, Pierre Ferracci est un pilier du dialogue social « à la française » depuis plus de trois décennies. Longtemps considéré comme un faiseur de rois à la CGT - même si ses relations avec Philippe Martinez semblent moins étroites qu'avec Bernard Thibault -, il a déjà joué les visiteurs du soir de l'Élysée sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, puis sous celui de François Hollande. Du côté des syndicats, il n'en entretient pas moins de très bonnes relations avec son alter ego de droite, Raymond Soubie, le très influent patron du groupe Arfilia, plutôt du côté des directions d'entreprise. Est-il vraiment « le Soubie de gauche », comme on le lit souvent ? « *C'est réducteur, en ce sens qu'il est de droite et que je suis de gauche, plaisante l'ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, Raymond Soubie. D'ailleurs, nous ne sommes pas concurrents. Nous sommes complémentaires, chacun de son côté de la barrière : on discute souvent entre nous.* »



Sophie Gagnant-Ferracci, aujourd'hui membre de l'équipe de la ministre des Solidarités et de la Santé, était, durant la présidentielle, cheffe de cabinet d'Emmanuel Macron. Ci-contre, dans le bureau du candidat, elle est entourée de Benjamin Griveaux (chef de cabinet et porte-parole) et Jean-Marie Girier (directeur de campagne) ©Elodie GREGOIRE/REA

La priorité, réformer le dialogue social

De fait, les deux hommes s'estiment - ils publient des tribunes communes sur la réforme du travail. Pour Raymond Soubie, Ferracci père et fils ont des visions assez proches, même si le fils a pris son autonomie. *« Le père est davantage tenu à une prudence de langage car il ne peut pas dire des choses désagréables sur les syndicats. »* Simples nuances ? Pour l'économiste Pierre Cahuc, considéré comme un autre inspirateur majeur de la réforme du droit du travail avec l'économiste Jean Pisani-Ferry, Marc Ferracci est un vrai « libéral-social ». *« J'ai été son directeur de thèse. C'est devenu un ami et je le connais depuis dix-sept ans. On partage beaucoup d'idées sur le sujet. »* Mais *« le fils Ferracci est beaucoup plus pragmatique que Pierre Cahuc »*, assure, de son côté, Raymond Soubie. Social-libéral ? *« Je préfère me considérer comme un progressiste »*, réplique Marc Ferracci. Il assume une flexisécurité à la française, mais ne se sent ni blairiste ni renziste. En revanche, il partage avec Tony Blair le souci de l'efficacité et de la mise en oeuvre effective des réformes.

« Je connais bien Emmanuel Macron et Marc Ferracci : ils ont une vision très précise de là où ils veulent aller. À la différence de François Hollande, ils veulent réformer le dialogue social en France. Cela fait une énorme différence », estime Pierre Cahuc, auteur du controversé *Négationnisme économique* et des *Réformes ratées du président Sarkozy*. Pour lui, *« le paritarisme français est un énorme facteur de complexité. Les blocages du marché du travail proviennent en grande partie de ce que ce marché est très administré »*. Pas sûr que cette vision soit partagée par tous les artisans de la réforme. Parfois considéré comme un « Soubie Boy », le conseiller social d'Emmanuel Macron à l'Élysée, Pierre-André Imbert jouera sans doute un rôle crucial de coordinateur (voir encadré ci-contre). Ce dernier n'est le « boy » de personne et connaît ces sujets sur le bout des doigts, nuance-t-on à la CFDT. La fameuse méthode Macron de « la caresse et la claque » portera-t-elle ses fruits ? *« On verra à la fin de*

l'été si cette concertation a séduit les acteurs » , avance prudemment Pierre Ferracci, qui semble prêt à jouer les missi dominici. « Il faut que le gouvernement évite de jouer la carte de la division syndicale entre le bloc réformiste et le bloc contestataire, comme l'a fait le gouvernement précédent. » Pour lui, la CGT, au sortir d'une période mouvementée, reste en « situation délicate de recentrage stratégique ».

*« Pour la première fois depuis longtemps, on a l'impression qu'on est écouté », se félicite-t-on à la CFDT. « Mais tant qu'on n'a pas les arbitrages sur les principaux points de crispation (NDLR : barème des indemnités prudhommales, rôle des instances représentatives du personnel, primauté aux accords d'entreprise...), on ne peut pas être sûr que la méthode fonctionne », prévient Véronique Descacq, numéro 2 de la CFDT. Pour l'heure, on est encore dans la séquence de « chouchoutage »... « On est lucide : on est conscient que les relations sociales ne sont pas très bonnes dans beaucoup d'entreprises », affirme Marc Ferracci qui aspire à un renforcement du financement des organisations syndicales. Il juge que la concertation est réelle et doit déboucher sur une véritable « refondation » d'un modèle social à la française. « C'est une réforme systémique. Elle comporte différents blocs. C'est une flexisécurité qui repose sur un nouveau modèle de relations sociales. L'idée de donner beaucoup plus de place au droit conventionnel, à la négociation d'entreprise ou de branche, c'est aussi une rupture avec notre tradition juridique. C'est quelque chose de profond qui accompagne les mesures de flexisécurité. » Sur la page d'accueil du compte Twitter de Marc Ferracci, il y a une citation de René Char, le poète favori d'Emmanuel Macron : « Toute l'autorité, la tactique et l'ingéniosité ne remplaceront pas une parcelle de conviction au service de la vérité. » Une citation tirée des *Feuillets d'Hypnos*, écrits lorsque le poète était engagé dans la résistance sous le nom de capitaine Alexandre. Allusion à son grand-père résistant ?*

L' « empire » Secafi -Al pha

Ancien économiste du comité d'entreprise de Chausson (icône industrielle du monde ouvrier des années 80), Pierre Ferracci a créé la Secafi en 1983, aux côtés de Guy Maréchal, un des experts historiques de la CGT, dans la foulée des lois Auroux. Aujourd'hui, le groupe Secafi -Alpha qu'il préside (1 030 salariés et 145 millions d'euros de chiffres d'affaires) est actif dans le conseil aux comités d'entreprise, la revitalisation des territoires et l'aide au reclassement des salariés licenciés. Historiquement proche de la CGT et de la CFE-CGC (syndicat de l'encadrement), la société est devenue leader du « marché » de l'audit des plans sociaux et du conseil en reclassement, devant Syndex et Apex (créé par des anciens de Secafi). Elle a été parfois épinglée pour son cumul des casquettes, à travers l'activité de sa filiale Sodie Emploi, qui s'occupe de reclassement. Son fondateur juge la critique « *totalément infondée* ».